

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18514 - 72ÈME ANNÉE

## La fin des emplois d'avenir

# Toujours aucune solution pour près de 1.500 jeunes licenciés cette année

Au lendemain d'un discours de François Hollande s'apparentant à un lancement de campagne électorale, la Fédération socialiste est entrée hier dans la danse en cherchant à être la meilleure avocate d'un chef de l'État qui bat des records d'impopularité. Les chiffres sont pourtant têtus, car le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté depuis 2012. De plus, une bombe est en train d'éclater, car près de 1500 jeunes qui ont cru aux promesses du gouvernement perdent leur emploi cette année, car les emplois d'avenir arrivent à échéance. Pourquoi le gouvernement a-t-il refusé un amendement de Paul Vergès demandant leur prolongation ?



Signatures de contrats emplois d'avenir par une ministre de passage à La Réunion au début du mandat de François Hollande.

**J**eu-di à Paris, François Hollande a prononcé un discours sur le thème de la démocratie face au terrorisme. Pour de nombreux observateurs, le chef de l'État avait plutôt adopté le registre d'un candidat lançant sa campagne électorale. Au lendemain de ce discours, la Fédération socialiste tenait hier une conférence de presse pour soutenir

le bilan du gouvernement. À en croire les amis de Gilbert Annette, le chômage a reculé à La Réunion et l'égalité réelle ouvre de grandes perspectives. Cette vision des choses ne correspond pas à la réalité. En effet, le bilan du gouvernement n'est pas fameux. Le président de la République bat des records

d'impopularité. Même Emmanuel Macron, son ex-ministre de l'Économie qui l'a lâché à 7 mois des élections, semble avoir une meilleure image à en croire un sondage récent. Depuis que François Hollande a assumé le virage vers le « social-libéralisme », sa majorité s'est réduite. Les Verts et les communistes sont partis. La démission d'Emmanuel Macron marque le départ de l'aile droite du PS du gouvernement. À 7 mois du scrutin, François Hollande est affaibli. Si le bilan était bon, de telles divisions seraient-elles survenues.

## Démission de la ministre des Outre-mer

À cela s'ajoute la démission de George Pau-Langevin, ministre des Outre-mer, qui avait aussi la responsabilité de présenter le projet de loi sur l'égalité réelle. À un mois du débat parlementaire sur ce texte, son départ brutal interpelle. George Pau-Langevin a choisi de renoncer à ce qui aurait été sans doute le temps le plus fort de sa carrière politique. La loi sur l'égalité réelle aurait en effet pu s'appeler Loi Pau-Langevin. Son nom aurait donc marqué le texte le plus important

pour l'outre-mer depuis 70 ans. Ce départ a-t-il un lien avec la manière dont le dossier « égalité réelle » est géré au plus haut sommet de l'État. Pour La Réunion, les données de Pôle emploi sont très claires. En juin 2012, premier mois complet d'exercice du pouvoir pour François Hollande, le nombre de demandeurs d'emploi était de 155.420 personnes. En juillet 2016, 178.990 Réunionnais étaient inscrits à Pôle emploi. Cela fait donc une augmentation de plus de 20.000 personnes. Comment peut-on alors dire que le chômage recule, alors que sur la même période, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi ?

### L'espoir trahi

Pourtant, le gouvernement a mis des moyens financiers pour que ces chiffres puissent avoir une tournure. Plus de 4.000 jeunes ont signé un contrat emploi d'avenir. En août 2014, le président de la République

avait pris l'engagement de payer 90 % du salaire net d'un jeune employé dans le public. À charge pour l'employeur de payer le reste du salaire pour qu'il atteigne au moins le SMIC, ainsi que les cotisations sociales et fiscales.

Au début du mandat de François Hollande, les emplois d'avenir étaient une vitrine de l'action gouvernementale : pas un passage de ministre sans la signature par ce dernier de plusieurs contrats. Avec une telle médiatisation, des jeunes ont pris espoir. Ils se sont fortement investis dans leur activité. Mais cette année, les premiers contrats signés arrivent à échéance. Au bout de trois ans, rien n'est prévu.

Le 9 juin dernier, le sénateur Paul Vergès avait déposé un amendement dans le cadre du débat sur la loi Travail. Le texte demandait notamment ceci :

« en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, à Mayotte et à La Réunion, l'échéance des contrats d'avenir est repoussée de trois ans ». L'exposé des motifs précisait que : « en l'état

actuel, ces jeunes ne trouveront pas d'emploi. Il s'agit d'éviter les dérives connues lors de la fin du dispositif « emplois jeunes ». En effet, toutes les études ont montré l'importance de la préparation de la sortie du programme lorsqu'il n'y a pas, et c'est le cas le plus fréquent, d'intégration chez l'employeur. Dans le but de préparer une issue à ces contrats, il est proposé de les prolonger de trois ans ». Mais le gouvernement n'a pas voulu de cette proposition, car il ne l'a pas incluse dans le texte final voté par les députés. Pour près de 1.500 jeunes dès cette année, c'est la catastrophe, l'espoir trahi.

**M.M.**

## « Il est essentiel que le projet universitaire soit supporté sans réserve par la Région »

# La Région a-t-elle influencé l'élection du président de l'Université ?

**Cette question mérite d'être posée à la suite du résultat surprenant de l'élection à la présidence de l'Université de La Réunion et des propos étonnants du président du Conseil académique de l'établissement, une institution nouvelle créée.**

L'élection du président de l'Université jeudi a donné lieu à un résultat assez surprenant. C'est en effet le candidat qui avait obtenu le moins de suffrage lors du premier tour qui a été élu. Il n'avait en effet été crédité que de 3 voix sur 36, soit moins de 10 %. Ce revirement est dû au désistement du candidat arrivé en tête au premier tour, avec 17 voix. Les deux listes ont fusionné et le résultat a donné Frédéric Miranville vainqueur, avec 20 voix sur 36.

Ces propos ont été tout aussi surprenants que son élection. Il ne se faisait pas mystère d'avoir le soutien de Didier Robert, le président de Région. Mais ceux du nouveau président du Conseil académique, qui était le candidat arrivé en tête

au premier tour, ont été encore plus étonnants :

**« Didier Robert a personnellement indiqué sa préférence pour Frédéric Miranville en juillet dernier. Et il est essentiel que le projet universitaire soit supporté sans réserve par la Région à l'heure où le schéma d'enseignement supérieur et de la recherche doit être arrêté », a-t-il dit selon « le Quotidien » d'hier.**

Il est à noter que le communiqué de Didier Robert saluant l'élection de Frédéric Miranville a été rendu public jeudi peu après 18 heures 30, presque en même temps que le communiqué de l'Université annonçant officiellement les résultats de

l'élection.

**« La Région Réunion tient à assurer au nouveau Président de l'Université et à l'ensemble de son équipe tout son soutien dans le cadre des projets qui seront développés », écrit Didier Robert.**

Les propos rapportés dans la presse d'aujourd'hui sont surprenants car quel qu'eût été le résultat du scrutin, la Région Réunion se doit de soutenir les initiatives de cet établissement. Que vient donc faire la préférence de Didier Robert dans cette histoire ?

**M.M.**

## Édito

# 100.000 morts à Madagascar en 1947 : partage de la culture française ?

**L**ors d'un meeting au cours de la campagne des primaires de la droite et du centre en France, François Fillon a tenu des propos inquiétants. D'après lui, la colonisation a été aussi l'occasion pour la France de partager sa culture avec des peuples situés sur d'autres continents. Rappelons que si François Fillon est candidat à une primaire, il a donc l'ambition de devenir président de la République.

Ces propos révèlent un état d'esprit. Au plus haut niveau de la classe politique française, il est bien difficile de regarder l'histoire en face. La colonisation était une entreprise de conquête et d'asservissement. Combien de crimes ont été perpétrés sous couvert d'apporter « la civilisation » ? L'année prochaine, Madagascar rendra hommage aux victimes d'une de ces tragédies. Le 29 mars 1947 débute une révolte qui sera durement réprimée. Alors que Madagascar comptait 4 millions d'habitants, 100.000 personnes ont été tuées.

Cela faisait moins de deux ans que la seconde guerre mondiale venait de se terminer. La France avait dû sa libération notamment grâce à un fort contingent de soldats venus des colonies, dont Madagascar. À peine les hostilités étaient-elles officiellement terminées en Europe que les autorités françaises massacrèrent de nombreux Algériens dans la région de Sétif. La marine française bombardait Haiphong, déclenchant une guerre qui allait durer 30 ans au Vietnam jusqu'à la libé-

ration totale du pays par la prise de Saigon en 1975.

À Madagascar, la révolte contre le régime colonial a commencé le 29 mars 1947. Le gouvernement a envoyé l'armée écraser les révoltés. La majorité des députés français a même voté la levée de l'immunité parlementaire de leurs collègues malgaches pour qu'ils puissent être condamnés par la justice. La Grande Île était à feu et à sang. Était-ce cela la diffusion de la culture française ?

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71<sup>e</sup> année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

# Oté

## Dé-troi nouvèl la pass dann zournal somenn dèrnyèr

*Bann zournal Péi komor dann malizé : Dann péi Komor nana in sèl inprimèr sé Graphica, in l'antopriz i travaye galman dsi La Rényon. Sanm pou moin, dopi somenn isi lo l'inprimèr la desid arète fé sort inn-dé zournal pars banna i doi bonpé l'arzan é zot na poin lo moiyn pou péyé. Gouvèrnman l'avé di li nora ède bann zournal mé ziska zordi li la pankor fé arien. Lo zournal Al-Watam i sort an 4 paz plito k'an 8. Alfadjr i sort an pti kantité tan k'a La Gazette èl la pa parète ditou. Sé dir si la prèss papyé i konète la kriz Tout i atann gouv-èrnman i révèy in pé mé sé pa lo ka pou lo moman.*

*Le CFA, dominasyon la Frans dsi La Républik islamik dé komor. Lé komor lé dann la zone CFA. Konm ni koné, sé in moiyn pou la Frans pou domine l'ékonomi dann in péi. Avèk lo fran CFA l'indépendans lo péi lé pa in l'indépendans réèl, sé in l'indépendans pou boush lo zyé... In l'égzanp : si lo péi nana in rantré l'arzan, nana 65 % i sava dsi in kont lé pa dann z'ot péi mé dann La Frans é zot i pé mèm pa konète konbien l'arzan na dsi si tèlman la zéstyon lo kont lé pa transparan. Arzout èk sa i inprime l'arzan Cfa dann La Frans (Chamalières, péi Giscard) é sé la bank de Frans k'i desid la kantité l'arzan i mète dann la sirkilasyon. Final de kont, ou lé pa mètr out l'arzan ou lé pa indépendan ditou. (Lé z'ami alé dsi You tube épi rogard épi ékout lo bann vidéo dsi lo pakt néo kolonyal ; Mi asir azot sa i vo lo détour.)*

*In kanpagn vaksinasyon kont la maladi bann z'animo. Nana in kanpagn vaksinasyon dann nor la Grann-Komor, pars bann z'animo la trap la malady ; In somm 1 milyon d'fran CFA va ansèrv ou pèylo bann vaksin pou ésèy barète l'épidémi sanm pou moin la fyèv aftèz. Moin na konm l'inpréssyon la maladi l'aprè tourn otour d' nou é nou lé ménasé. Pou arzout èk sa, isi lé défandi vaksiné pars ni aplik in règloman éropéin.*

*Pou aranz lo transpor par l'aviyon. Dopi somenn isi bann l'aviyon va gingn pozé-dékolé dann l'aéropor Moroni. Dé konpagni la fine an avopir lo droi tiliz térin l'aviyon la nuite : in konpagni lo Kénia éin konpagni l'Éthiopie. Donk lo transpor par l'aviyon i améyor mél o pri lmé touzour sho, an atandan ké li bès in pé si pa domin, pétète apré.*

**Justin**

« Kan dé z'éléfan i bataye sé lo zèrb k'i pran lo shok ! » - In kozman po la rout

Biensir sa in provèrb i sort pa shé nou. I di sa in kozman l'Afrik, mé i pé z'ète osi l'Azii pars la-ba nana zéléfan. Mé a bien kalkilé kosa sa i aport anou konm réfléksyon ? Kékshoz sinp sanm pou moin. Kékshoz k'i di anou si dé grann puisans l'aprè fé la guèr inn kont l'ot, sé bann ti k'i gingn lo kou, mèm si zot lé pou rien dann sèt afèr. La prèv ? Na plis sivil koméla i mor dann la guèr ké nana solda. Késtyon dsi la polisyon : mèm si ou lé pou arien dann lo dérègleman klimatik sé ou ké va soufèr, sé bann ti péi é bann pèp pov ké va soufèr plis ankor ké lé z'ot, bann vré résponsab. Donk i fo pa mèl dann in bataye rant bann gran ! Zot va touzour trouv in l'aranjman dsi out do la plipar d' tan. Sé sak Ollivier Bancoult i réponn kan i di ali shoizi rant L'Anglètèr é l'il moris. Li la réponn li shoizi lo droi pou bann shagosien artourn shé zot in poin sé tou, lé z'ot problèm i konsèrn pa li, dann son politik rovandikasyon. Ala in sizé d'réfléksyon pou zot é néna pou kass la tèt la dsi. Ni artrouv pli d'van si sa i di azot kèshoz !